



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION INTÉRIMAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Sixième session

Rome, 29 mars – 2 avril 2004

FONDS FIDUCIAIRE SPÉCIAL

Point 8.5 de l'ordre du jour provisoire

1. À sa cinquième session, la CIMP est convenue de créer un Fonds fiduciaire spécial opérant selon les quatre critères fondamentaux suivants:
 1. Utilisation exclusive au bénéfice direct de pays en développement.
 2. Caractère supplémentaire de ce financement.
 3. Il incombe à la CIMP de sélectionner les réalisations devant être financées par cette source.
 4. Le Fonds est exclusivement alimenté par des contributions volontaires.
2. On trouvera à l'Annexe 1, pour information, les directives financières pour le Fonds fiduciaire spécial adoptées à la cinquième session de la CIMP. Les dispositions administratives pour la création de ce Fonds ont été prises à la FAO.
3. Au moment de la rédaction du présent document (début de décembre 2003), la Nouvelle-Zélande était le seul pays qui avait contribué au Fonds fiduciaire spécial (50 000 dollars NZ), mais un certain nombre d'autres pays avaient indiqué qu'ils envisageaient de verser des contributions. Le Secrétariat fera le point des contributions au Fonds fiduciaire spécial pendant la réunion de la CIMP. Il propose d'élaborer une stratégie pour faire connaître les avantages qu'apporte la contribution au Fonds fiduciaire spécial. Cette stratégie reposera probablement sur l'élaboration de matériel promotionnel et sur l'établissement de contacts directs avec les bailleurs de fonds potentiels.
4. Le Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) a examiné, en octobre 2003, les priorités de financement du Fonds fiduciaire spécial. Le PSAT a recommandé que la première priorité pour les dépenses du Fonds fiduciaire soit accordée à la participation à la CIMP et aux ateliers régionaux sur les projets de NIMP. Le PSAT a recommandé que la première tranche de 500 000 dollars EU reçus aille à ces activités, des fonds supplémentaires étant alloués à l'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP) et à l'échange

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

d'informations. Le PSAT a en outre recommandé que le financement de l'ECP, de l'échange d'informations et des dépenses générales de fonctionnement ne dépasse pas 30 pour cent du total.

5. La proportion proposée d'allocation aux diverses activités compte tenu des recommandations du PSAT est reproduite dans le tableau ci-après. Cependant, les dépenses du Fonds fiduciaire spécial consacrées à l'évaluation de la capacité phytosanitaire et aux activités d'échange d'informations ne seront pas engagées tant que les contributions n'auront pas dépassé 500 000 dollars EU.

ACTIVITÉ	ALLOCATION DES FONDS
Activités d'élaboration de normes	
Voyages pour assister aux réunions de la CIMP	30%
Participation au CN et aux Groupes de travail d'experts	10%
Consultations techniques régionales sur des projets de NIMP	30%
Évaluation de la capacité phytosanitaire	
Consultants	4%
Voyages (personnel + experts nationaux)	11%
Échange d'informations	
Consultants	6%
Voyages (personnel + experts nationaux)	5%
Dépenses générales de fonctionnement	4%

6. La CIMP est invitée:

1. À *convenir* que le Secrétariat prépare une stratégie de promotion du Fonds fiduciaire spécial et d'encouragement des donateurs à contribuer à celui-ci.
2. À *adopter* la recommandation du PSAT selon laquelle la première tranche de 500 000 dollars EU reçus sera utilisée pour appuyer la participation à la CIMP et aux ateliers régionaux sur les projets de normes, des fonds supplémentaires étant alloués à l'ECP et à l'échange d'informations.
3. À *adopter* la recommandation du PSAT selon laquelle le financement de l'ECP, l'échange d'informations et les dépenses générales de fonctionnement ne devraient pas dépasser 30 pour cent du total des fonds reçus.
4. À *accepter* les allocations proposées de financement aux diverses activités figurant dans le tableau.

ANNEXE 1**DIRECTIVES FINANCIÈRES POUR LE FONDS FIDUCIAIRE SPÉCIAL DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX****I. OBJET**

1. Le fonds a pour objet de fournir des ressources au profit des pays en développement:
 1. en facilitant leur participation aux réunions d'élaboration de normes
 2. en facilitant leur participation à un programme de formation et les échanges d'informations sur Internet
 3. en facilitant des ateliers régionaux sur les projets de normes et la mise en application des normes
 4. en facilitant la mise au point d'orientations pouvant être utilisées par les pays pour l'évaluation des aspects institutionnels et réglementaires des systèmes phytosanitaires nationaux
 5. en encourageant les membres à utiliser l'évaluation de la capacité phytosanitaire et à formuler des plans phytosanitaires nationaux
 6. grâce à tout autre projet approuvé par la CIMP.

II. APPLICATION

2. Les présentes directives régissent l'administration financière du fonds fiduciaire spécial de la Convention internationale pour la protection des végétaux.
3. Les présentes directives sont applicables aux activités du fonds fiduciaire spécial en ce qui concerne les questions non couvertes par les procédures et règlements financiers de la FAO relatifs aux fonds fiduciaires.

III. EXERCICE FINANCIER

4. L'exercice financier est fixé à une année civile.

IV. BUDGET

5. Les prévisions budgétaires sont établies par le Secrétaire de la Commission pour être soumises à la Commission à la session qui se tient pendant l'année précédant l'exercice financier couvert par le budget.
6. Avant d'être soumises à la Commission, les prévisions budgétaires sont examinées par le PSAT pour examen par le bureau de la CIMP, qui adresse à la Commission une recommandation finale concernant leur adoption.
7. Le budget est communiqué à tous les États Membres 60 jours au moins avant l'ouverture de la session de la Commission au cours de laquelle le budget doit être adopté.
8. La Commission adopte le budget du fonds fiduciaire spécial par consensus de ses membres, étant entendu toutefois que si, lorsque tout ce qui est possible a été fait, un consensus ne peut être obtenu au cours de cette session, la question est mise aux voix et le budget est adopté à la majorité des deux tiers des membres de la Commission.
9. Les prévisions budgétaires portent sur les recettes et les dépenses de l'exercice financier auquel elles se rapportent et sont exprimées en dollars des États-Unis.
10. Les prévisions budgétaires correspondent aux activités du programme de travail et sont justifiées par les informations et données appropriées, et comprennent le programme de travail et autres informations, annexes ou exposés explicatifs que peut demander la Commission.

11. Le budget comprend les éléments suivants: Le budget relatif aux contributions volontaires des membres, des non-membres et autres contribuants et les dépenses qui peuvent être imputées au fonds fiduciaire spécial, conformément à son champ d'application. Le budget mentionne également de façon appropriée les dépenses à la charge de la FAO et du fonds fiduciaire général en ce qui concerne les fonds mis à disposition pendant l'exercice financier.
12. Le budget du fonds fiduciaire spécial pour l'exercice financier comporte des ouvertures de crédit pour:
 1. les dépenses administratives, y compris un montant couvrant les coûts de l'Organisation égal à 4,5 pour cent du fonds fiduciaire spécial de la Commission;
 2. les dépenses liées aux activités de la Commission. Les prévisions concernant ce chapitre peuvent être présentées sous forme d'un seul total mais des prévisions détaillées pour chaque projet particulier sont établies et approuvées à titre d'"informations budgétaires complémentaires".
13. Imprévus: la Commission adopte le budget du fonds fiduciaire spécial en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires.
14. Le budget du fonds fiduciaire spécial de la Commission est soumis au Comité financier de l'Organisation pour information.
15. La Commission fixe un ordre de priorités des produits recherchés pour tenir compte des insuffisances éventuelles de financement.

V. FOURNITURE DE FONDS

16. Des fonds peuvent être fournis à titre volontaire par diverses sources, notamment les membres, les non-membres, les organismes non gouvernementaux et les personnes physiques.
17. L'affectation spéciale de contributions particulières à l'obtention de produits spécifiques n'est possible que pour financer des produits approuvés par la Commission.
18. Le Secrétaire, en consultation avec le Bureau, est autorisé à financer, aux fins définies dans l'Objet, les dépenses inscrites au budget au moyen du solde non engagé du budget du fonds fiduciaire spécial.
19. Le Secrétaire accuse rapidement réception de toutes les annonces de contributions et contributions et informe deux fois par an les membres de l'état des annonces de contributions et des contributions.

VI. FONDS

20. Toutes les contributions reçues sont déposées dans un fonds fiduciaire placé sous la supervision de la CIMP conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de la FAO.
21. En ce qui concerne le fonds fiduciaire, l'Organisation tient un compte général au crédit duquel sont portées toutes les contributions versées et au débit duquel sont portées toutes les dépenses imputables aux montants alloués dans le budget annuel au fonds fiduciaire spécial.

VII. RAPPORTS FINANCIERS

22. Le Secrétaire présente annuellement à la Commission un rapport financier sur le fonds fiduciaire spécial en prenant dûment en compte les ressources financières dont dispose la Commission. Ces rapports doivent indiquer les liens avec les objectifs, les activités et les produits correspondant aux orientations stratégiques.

VIII. AMENDEMENTS

23. Les présentes directives peuvent être amendées par la Commission.